

FLN

Les députés frondeurs répondent à Amar Saâdani

Les députés frondeurs du groupe parlementaire du Front de libération nationale à l'Assemblée reviennent à la charge. Dans un communiqué daté du lundi 4 mai dernier, et signé par trois députés, dont le vice-président de l'APN, Mouad Bouchareb, les parlementaires réagissent à de précédentes déclarations tenues par le secrétaire général, Amar Saâdani. Avec lui, ils engagent une véritable course à l'allégeance à la personne de... Abdelaziz Bouteflika !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Amar Saâdani, pour rappel, réduisait le nombre de députés frondeurs à «deux ou trois personnes» et les accusait de vouloir, «envoyer un message au président Bouteflika pour lui faire croire que rien ne va plus au Parlement et, partant, le dissuader de présenter le projet de révision de la Constitution». Ce à quoi les frondeurs députés tiennent à répliquer dans leur communiqué qu'ils (les trois signataires du communiqué ndlr) sont «effectivement délégués par un groupe de 118 députés à l'Assemblée populaire nationale». Et de développer : «Après avoir entendu des déclarations, des insinuations et des accusations proférées par la direction politique, à sa tête

le secrétaire général Amar Saâdani, nous tenons à confirmer que le nombre des députés signataires du précédent communiqué est bel et bien de 118».

Immédiatement après, vient la phrase «magique», celle que l'on ne risque jamais de ne pas trouver dans n'importe quel communiqué ou écrit du FLN, toutes tendances confondues, depuis le 9 avril... 2004 !

«Nous tenons également à réitérer notre soutien permanent et inconditionnel et notre engagement en vue de réaliser le programme de Son Excellence le président de la République sous la conduite du gouvernement et de l'ensemble des institutions de l'Etat». De même, «notre disposition totale à



Photo Samir Sid

Amar Saâdani.

faire adopter l'initiative du président de la République et président du parti concernant la révision de la Constitution sous la forme qu'il jugera la plus appropriée». Ce n'est qu'après toutes ces «précautions» que les

frondeurs annoncent leur «détermination à dénoncer, en rang uni, les comportements de la direction politique, en parfaite contradiction avec l'esprit des statuts du parti et de son règlement intérieur et qui mène le FLN vers l'inconnu».

Les députés frondeurs concluent leur communiqué en affirmant leur «détermination à poursuivre notre engagement militant et à défendre, par toutes les voies légales notre parti qui est le porteur du projet de l'Etat national consacré dans la déclaration du 1^{er} Novembre».

De l'autre côté, Amar Saâdani vient d'instaurer toutes les commissions à charge de la préparation et de l'organisation du 10^e congrès prévu du 28 au 30 mai prochain à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger. De même qu'il vient d'envoyer une instruction à l'ensemble des moudjahidines du parti, fixant les modalités du choix des participants au congrès.

K. A.

COURROUX EUROPÉEN ENVERS L'ALGÉRIE

Le feint et le vrai dans les messages bruxellois

L'Union européenne qui a pris pour habitude d'assister le cambrioleur et de verser quelques larmes de solidarité avec la victime» (tasraq maâ essarak ou tebki maâ moul eddar), envoie depuis peu des messages négatifs à Alger. Récit d'un désamour ordonné, d'une infidélité feinte.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Tout d'abord, rien à commenter sur les atteintes au libre exercice de la profession de presse, aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales en Algérie. Le régime algérien est coupable plutôt plusieurs fois qu'une. Néanmoins, la soudaine appréciation de la situation par le Parlement européen (PE) de ce qui se passe dans le pays est suspecte. Non dénuée d'arrière-pensées politiques.

Gorge profonde n° 1 la relie «aux informations transmises par les chancelleries qui accréditent l'imminence d'un changement profond...», «peut-être même, une élection présidentielle anticipée ou une révision à la va-vite de la Constitution qui instaurerait le poste de vice-président pour parer au plus urgent».

Gorge profonde n° 2 «les évolutions sont de plus en plus claires. Le système algérien a deux alternatives à court ou moyen terme.

Une présidentielle ouverte ou à tout le moins acceptable qui verrait Benflis et Mokri rentrer dans l'arène ou bien continuer, comme à l'accoutumée, avec une administration, l'argent, les services de sécurité, les médias lourds entre ses mains et ça sera Sellal président, le seul, à l'évidence que les deux grands axes d'équilibre du pouvoir peuvent tolérer en attendant... «Gorge profonde n° 2 continue allègrement» la deuxième formule présente des inconvénients majeurs, le pouvoir algérien devant prendre le risque d'une présidentielle moralement, politiquement et internationalement invalidée... Le dispositif 4^e mandat devant être reconduit et il est grillé, inopérant... «Gorge profonde n° 3 «c'est toute l'idiotie du 4^e mandat qui continue. Sellal aurait pu être, aurait dû être le bénéficiaire de la présidentielle fermée de l'an dernier... Les ambassades accréditées à Alger en étaient informées... Mais ça a grincé et Bouteflika est passé en force... A l'avenir pas si lointain, cette manœuvre montrera ses limites. Le 4^e mandat a paralysé et Bouteflika et Sellal et a donné des élans à l'opposition, notamment Benflis.

Gorge profonde n° 4 «tout indique que l'on s'achemine vers un scénario où l'actuel président n'aura pas la capacité à décider, ni seul, ni en consensus».

Ces 3 gorges profondes traditionnellement informées à la... source, confirment la lecture à donner à l'apparent changement de cap par rapport à l'Algérie de l'Union européenne, à travers notamment la dernière résolution du Parlement (PE) où Alger était sérieusement tancée. Bruxelles par là, indique que les prochaines échéances électorales imminentes selon elle, doivent être crédibles, au moins acceptables.

Notamment, la présidentielle. Le sens caché du courroux européen est à chercher à ce niveau pas à un autre. On verra bien, prochainement.

Gorges profondes ont promis d'autres projections.

A. M.

L'ENSEMBLE DES PARLEMENTAIRES ONT SIGNÉ POUR LE RETOUR D'OUYAHIA À LA TÊTE DU RND

Camouflet pour Bensalah

Le bal des députés se poursuivait hier, dans le hall des locaux du groupe parlementaire du RND, à l'APN. A 14h, soit à peine une journée après le lancement de la pétition des parlementaires du parti pour le retour d'Ahmed Ouyahia, 67 sur 68 députés avaient déjà apposé leurs signatures. 32 sur les 38 sénateurs RND avaient également élargé contre Abdelkader Bensalah, avonous constaté sur place.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le retour d'Ahmed Ouyahia à la tête du RND ne se fera décidément pas aussi timidement que son retrait en janvier 2013. Bien au contraire, tout porte à croire que l'actuel chef de cabinet à la présidence de la République souhaite un retour par la grande porte.

Et quelle meilleure démonstration de force que celle de réunir en sa faveur l'ensemble des signatures parlementaires du parti et ce, un peu plus de 24h après le lancement de la pétition pour son retour aux commandes du RND. Ce qui constitue, parallèlement et par conséquent,

un véritable camouflet pour l'actuel SG Abdelkader Bensalah, visiblement forcé à démissionner sans grande résistance. Hier à 14h, dans les locaux du groupe parlementaire du RND, à l'APN, le bal des députés du parti se poursuivait. Les derniers parlementaires que leurs collègues s'amusaient à appeler «les retardataires», venaient tout juste d'apposer leurs signatures. Ainsi, 67 sur les 68 députés que compte le RND ont signé pour le retour d'Ahmed Ouyahia. La signature manquante est celle de Miloud Chorfi, qui a remis son mandat et démissionné du parti après sa nomination à la

tête de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav).

Quant aux sénateurs, sur les 38 que compte le parti, seuls 6 membres du groupe n'ont pas élargé.

«Ils sont un peu gênés puisqu'ils travaillent directement avec Abdelkader Bensalah. Certains font même partie de son cabinet au Conseil de la nation», nous explique-t-on. Il est à signaler, toutefois, que certains de ces sénateurs non encore signataires, ont été aperçus sur place, en train d'apporter leur contribution pour le bon déroulement de l'opération.

«Ouyahia n'a jamais réellement quitté le parti»

S'agissant de l'autre pétition qui concerne le Conseil national du parti, sur les 352 membres environ 300 avaient déjà signé, hier à 14h, en faveur du retour d'Ahmed Ouyahia. «Nous continuons de recevoir les signatures des membres du conseil national issus des 48 wilayas du pays

ainsi que de l'émigration. L'opération sera bientôt bouclée et nous n'allons pas tarder à adresser les deux pétitions à l'actuel SG Abdelkader Bensalah», fait savoir un des parlementaires chargé du suivi du recueil des signatures.

A la question de savoir quelle attitude Abdelkader Bensalah va-t-il adopter, les nombreux députés rencontrés et interrogés sur les lieux sont unanimes : «En homme d'Etat et second personnage du pays, nous pensons qu'il va céder sa place sans faire trop de bruit. Nous n'avons rien contre lui, mais Ouyahia est l'homme de la situation. Le parti a besoin de lui pour reprendre sa place dans l'échiquier politique du pays».

Enfin, de nombreux députés ont fait la confidence qu'Ouyahia n'a jamais réellement quitté le parti. Certains se rappellent aussi de sa formule : «Il faut toujours savoir comment sortir d'une porte pour pouvoir y revenir».

M. M.

MAÎTRE MOSTEFA BOUCHACHI :

«Le pouvoir législatif est absent en Algérie»

Maître Mostefa Bouchachi est formel : «il n'existe pas de pouvoir législatif en Algérie, mais un bureau pour l'inscription des projets du gouvernement».

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - L'avocat et ancien député FFS répond à ceux qui se posent la question sur le rôle de l'Assemblée populaire nationale (APN).

C'est une instance exécutive et non législative, estime le militant des droits de l'Homme qui intervenait hier, en marge d'une journée parlementaire sur la législation algérienne entre les textes et la réalité, organisée par le groupe parlementaire de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV). «Durant ces dix-huit dernières années, combien de projets de loi du gouvernement ont été adoptés et combien sont ceux des parlementaires qui n'ont jamais vu le jour ?» s'est interrogé maître Bouchachi. Selon lui, le gouvernement refuse de donner le pouvoir de décision au peuple. L'avocat a rappelé qu'il y a eu une expérience durant les élections de 1991 pour laisser le peuple décider, mais le résultat de cette expérience a donné naissance au Conseil de la

nation qui est une sorte de «faux barrage pour la démocratie en Algérie. Le Conseil de la nation», dit-il, a été créé pour bloquer la procédure législative des représentants du peuple puisque les deux tiers de ses membres sont désignés par le président de la République et pour faire passer une loi, il faudra réunir les ¾ des membres.

Maître Bouchachi a, d'ailleurs, rappelé que le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) a proposé un projet de loi en 2008 sur l'abolition de la peine de mort mais le gouvernement qui dispose d'un délai de deux mois pour répondre n'a jamais pris la peine de répondre à cette proposition. Le groupe parlementaire de l'AAV monte au créneau de son côté pour dénoncer la non-prise en considération des projets de loi et des amendements que proposent les parlementaires.

Le groupe parlementaire démontre par des chiffres, la «marginalisation» des députés dans la procédure législative. Selon l'AAV, 258 lois ont été adoptées entre 1979 à 2015 ainsi que 1 578 textes d'application et 1 300 décrets. Dans toute cette procédure, 99% des propositions de loi des parlementaires n'ont pas vu le jour.

«Les propositions de loi émises par les parlementaires restent souvent dans les tiroirs du gouvernement», déplore ce groupe islamiste. Durant la septième législature, poursuit-on, il y a eu 33 projets de loi déposés par le gouvernement dont 29 ont été discutés.

Entretemps, aucun des 16 projets de loi proposés par les parlementaires n'a été débattu. Khalil Mahi, ministre des Relations avec le Parlement a indiqué que 60 textes de loi ont été adoptés durant la première législature allant de 1997 à 2002, 93 durant la deuxième législature de 2002 à 2007, 75 textes durant la législature de 2007 à 2012 et 25 textes de loi adoptés durant l'actuelle législature.

Selon le professeur Messaoud Chihoub de l'Université de Constantine, en Algérie le pouvoir exécutif a le pouvoir sur la législation. Le pouvoir exécutif, dit-il, n'a aucune limite dans les domaines de législation contrairement à la Chambre basse du Parlement qui est ligoté par une série de blocages. L'article 21 de la Constitution, dit-il, interdit au parlementaire de légiférer dans certains domaines.

S. A.